

Remettre ce formulaire au demandeur. Ne pas l'envoyer à l'IRS.

 Pour les instructions et dernières informations concernant le formulaire W-9, visitez le www.irs.gov/FormW9.

Avant de commencer. Pour obtenir des renseignements sur l'objet du formulaire W-9, voir la section *Objet du formulaire* ci-dessous.

| | | |
|--|--|--|
| Écrire en caractères d'imprimerie ou imprimer. Voir les instructions particulières à la page 6. | <p>1. Nom de la personne physique ou de l'entité Ne pas laisser en blanc. (Pour un propriétaire unique ou une entité assimilable à son propriétaire, inscrire le nom du propriétaire à la ligne 1 et inscrire le nom de l'entreprise/de l'entité assimilable à son propriétaire à la ligne 2.)</p> | |
| | <p>2. Nom de l'entreprise/de l'entité assimilable à son propriétaire, s'il est différent du nom ci-dessus</p> | |
| | <p>3a. Cocher la catégorie appropriée aux fins fiscales fédérales de la personne physique ou l'entité dont le nom est entré à la ligne 1. Cocher une seule des sept cases suivantes :</p> <p> <input type="checkbox"/> Personne physique, propriétaire unique <input type="checkbox"/> Société de type C <input type="checkbox"/> Société de type S <input type="checkbox"/> Société de personnes <input type="checkbox"/> Fiducie/succession <input type="checkbox"/> SARL. Inscrivez la catégorie aux fins fiscales (C = société de type C, S = société de type S, P = société de personnes) ► _____ </p> <p>Note : Cochez la case « SARL » ci-dessus et, dans l'espace prévu à cette fin, indiquez le code approprié (C, S ou P) pour la classification fiscale de la SARL, à moins qu'il ne s'agisse d'une entité assimilable à son propriétaire. Pour une telle entité, il faudrait plutôt cocher la case correspondant à la classification fiscale de son propriétaire.</p> <p><input type="checkbox"/> Autres (voir les instructions) ► _____</p> | <p>4. Exemptions (les codes ne visent que certaines entités, et non les personnes physiques; voir les instructions à la page 3) :</p> <p>Code de bénéficiaire exempté (s'il y a lieu)</p> <p>_____</p> <p>Code d'exemption des obligations de déclaration en vertu de la FATCA (s'il y a lieu)</p> <p>_____</p> <p><i>(Applicable aux comptes tenus à l'extérieur des États-Unis)</i></p> |
| | <p>3b. Si à la ligne 3a vous avez coché « Société de personnes » ou « Fiducie/succession » ou coché « SARL » et inscrit « P » comme classification fiscale et que vous fournissez ce formulaire à une société de personnes, à une fiducie ou à une succession dans laquelle vous avez une participation, cochez cette case si vous avez des associés, des propriétaires ou des bénéficiaires étrangers. <input type="checkbox"/></p> <p>Voir les instructions.</p> | |
| | <p>5. Adresse (numéro, rue, app. ou bur.). Voir les instructions.</p> | Nom et adresse du demandeur (facultatif) |
| | <p>6. Ville, État et code ZIP</p> | |
| | <p>7. Liste du ou des numéros de compte (facultatif)</p> | |

Instructions générales

Sauf indication contraire, les dispositions législatives mentionnées sont celles de l'*Internal Revenue Code*.

Développements futurs. Pour connaître les dernières nouvelles à propos du formulaire W-9 et des instructions qui s'y rapportent, notamment la législation entrée en vigueur après sa publication, rendez-vous au www.irs.gov/FormW9.

Quoi de neuf

La ligne 3a a été modifiée pour clarifier comment une entité assimilable à son propriétaire doit la remplir. Pour une SARL qui est une telle entité, il faut cocher la case correspondant à la classification fiscale de son propriétaire. Sinon, il faut cocher la case « SARL » et saisir sa classification fiscale.

La ligne 3b a été ajoutée à ce formulaire. Une entité intermédiaire est tenue de la remplir pour indiquer qu'elle a des associés, des propriétaires ou des bénéficiaires étrangers directs ou indirects lorsqu'elle fournit le formulaire W-9 à une autre entité intermédiaire dans laquelle elle a une participation. Cette modification a pour but d'informer l'entité intermédiaire sur le statut de ses associés, propriétaires ou bénéficiaires étrangers indirects afin de satisfaire aux exigences de déclaration applicables. Par exemple, une société de personnes qui a des associés étrangers indirects peut être tenue de remplir les annexes K-2 et K-3. Voir les instructions pour sociétés de personnes pour les annexes K-2 et K-3 (formulaire 1065).

Objet du formulaire

Une personne physique ou une entité (demandeur du formulaire W-9) qui est tenue de produire une déclaration de renseignements auprès de l'IRS vous donne ce formulaire parce qu'elle doit obtenir votre numéro d'identification fiscale (NIF), lequel peut être votre numéro de sécurité sociale (NSS), votre numéro d'identification fiscale individuel (NIFI), votre numéro d'identification fiscale à des fins d'adoption (NIFA) ou votre numéro d'identification d'employeur (NIE) pour déclarer la somme vous ayant été versée ou une autre somme à indiquer dans une déclaration de renseignements. Voici une liste non exhaustive d'exemples de déclarations de renseignements :

- Formulaire 1099-INT (intérêts gagnés ou payés)
- Formulaire 1099-DIV (dividendes, y compris ceux provenant d'actions ou de fonds communs de placement)
- Formulaire 1099-NEC (rémunération des non-salariés)
- Formulaire 1099-MISC (différents types de revenus, prix, récompenses ou produit brut)
- Formulaire 1099-B (ventes d'actions ou de parts de fonds commun de placements et certaines autres opérations effectuées par les courtiers)
- Formulaire 1099-S (produits de transactions immobilières)
- Formulaire 1099-K (opérations par carte de marchands ou opérations effectuées via le réseau d'un tiers)
- Formulaires 1098 (intérêts hypothécaires), 1098-E (intérêts sur prêt étudiant) et 1098-T (droits de scolarité)
- Formulaire 1099-C (dette annulée)
- Formulaire 1099-A (acquisition ou abandon de biens garantis)

Utilisez le formulaire W-9 seulement si vous êtes une personne des États-Unis (y compris un étranger résident) pour fournir votre NIF exact.

Attention : Si vous ne retournez pas le formulaire W-9 indiquant un NIF au demandeur, vous pourriez être assujéti à une retenue de garantie. Voir la rubrique *Qu'est-ce qu'une retenue de garantie*, ci-après.

En signant le formulaire dûment rempli, vous :

1. atteste que le NIF que vous fournissez est exact (ou que vous attendez qu'un numéro vous soit attribué);
2. atteste que vous n'êtes pas assujéti à une retenue de garantie ou;
3. demandez une exemption de retenue de garantie si vous êtes un bénéficiaire américain exempté et;
4. atteste de votre statut de non-étranger aux fins de retenue en vertu du chapitre 3 ou 4 du Code (le cas échéant) et;

5. atteste que le ou les codes aux fins de la loi FATCA inscrits dans le présent formulaire (le cas échéant) indiquant que vous êtes exempté des obligations de déclaration en vertu de la loi FATCA sont exacts. Voir la rubrique *Qu'entend-on par « obligations de déclaration en vertu de la loi FATCA » ?*, ci-après, pour en savoir davantage.

Note : Si vous êtes une personne des États-Unis et qu'un demandeur vous remet un autre formulaire que le formulaire W-9 pour obtenir votre NIF, vous devez utiliser le formulaire du demandeur s'il ressemble pour l'essentiel au présent formulaire W-9.

Définition de « personne des États-Unis ». Aux fins fiscales fédérales, vous êtes considéré comme une personne des États-Unis si vous êtes :

- une personne physique qui est un citoyen américain ou un étranger résident des États-Unis;
- une société de personnes, une société, une compagnie ou une association créée ou constituée aux États-Unis ou en vertu de la législation des États-Unis;
- une succession (à l'exception d'une succession étrangère) ou;
- une fiducie américaine (*domestic trust* au sens de l'article 301.7701-7 des Règlements).

Établissement du statut aux États-Unis aux fins de la retenue d'impôt prévue aux chapitres 3 et 4. Les paiements faits à des personnes étrangères, notamment des distributions, affectations de revenus ou transferts de produit de vente, peuvent être assujéti à une retenue au titre du chapitre 3 ou du chapitre 4 du Code (articles 1441 à 1474). En vertu de ces règles, si un formulaire W-9 ou une autre attestation de statut non étranger n'a pas été reçu, un agent chargé de la retenue, un cessionnaire ou une société de personnes (payeur) applique généralement des règles de présomption qui peuvent obliger le payeur à retenir l'impôt applicable auprès du destinataire, propriétaire, cédant ou associé (bénéficiaire). Voir la publication 515, *Retenue d'impôt pour les étrangers non résidents et les entités étrangères (Withholding of Tax on Nonresident Aliens and Foreign Entities)*.

Les personnes suivantes doivent fournir le formulaire W-9 au payeur afin d'établir leur statut de non-étranger.

- Dans le cas d'une entité assimilable à son propriétaire américain, le propriétaire américain et non l'entité.
- Dans le cas d'une fiducie au profit du constituant (grantor trust) dont le constituant ou autre propriétaire est américain, de façon générale, le constituant ou autre propriétaire américain, et non la fiducie.
- Dans le cas d'une fiducie américaine (à l'exception d'une fiducie au profit du constituant), la fiducie américaine, et non les bénéficiaires de la fiducie.

Voir la publication 515 pour obtenir plus d'information sur la transmission d'un formulaire W-9 ou d'une attestation de statut non étranger afin d'éviter les retenues.

Personne étrangère. Si vous êtes une personne étrangère ou la succursale américaine d'une banque étrangère qui a choisi d'être traitée comme une personne des États-Unis (en vertu de l'article 1.1441-1(b)(2)(iv) des Règlements ou de toute autre disposition applicable aux fins du chapitre 3 ou 4), n'utilisez pas le formulaire W-9. Utilisez plutôt le formulaire W-8 approprié ou le formulaire 8233 (voir la publication 515). Si vous êtes une caisse de retraite étrangère admissible en vertu de l'article 1.897(l)-1(d) du Règlement ou une société de personnes détenue en propriété exclusive par des fonds de pension étrangers admissibles, qui est traitée comme une personne non étrangère aux fins de la retenue d'impôt prévue à l'article 1445, n'utilisez pas le formulaire W-9. Utilisez plutôt le formulaire W-8EXP (ou autre certification de statut de non-étranger).

Étranger non résident devenant un étranger résident. En règle générale, seul un étranger non résident peut invoquer les dispositions d'une convention fiscale pour réduire ou éliminer l'impôt américain sur certains types de revenus. Cependant, la plupart des conventions fiscales contiennent une disposition dite « de sauvegarde ». Les exceptions précisées dans la disposition de sauvegarde peuvent permettre que certains types de revenus soient exemptés d'impôt aux États-Unis même après que le bénéficiaire est par ailleurs devenu un étranger résident des États-Unis aux fins fiscales.

Si vous êtes un étranger résident des États-Unis se fondant sur une exception prévue dans la disposition de sauvegarde d'une convention fiscale pour demander une exemption de l'impôt américain à l'égard de certains types de revenus, vous devez joindre au formulaire W-9 une déclaration précisant les cinq éléments suivants :

1. Le pays signataire de la convention fiscale avec les États-Unis. En règle générale, il doit s'agir de la même convention que celle en vertu de laquelle vous avez invoqué une exemption d'impôt à titre d'étranger non résident;
2. L'article de la convention fiscale traitant du revenu en question;
3. Le numéro de l'article de la convention fiscale (ou son emplacement) qui contient la disposition de sauvegarde et les exceptions à son application;
4. Le type et le montant du revenu admissible à l'exemption d'impôt;
5. Les faits nécessaires pour justifier l'exemption d'impôt en vertu des dispositions de l'article de la convention fiscale.

Exemple. L'article 20 de la convention fiscale entre les États-Unis et la Chine prévoit une exemption d'impôt à l'égard d'une bourse d'études reçue par un étudiant chinois séjournant temporairement aux États-Unis. En vertu des lois américaines, cet étudiant deviendra un étranger résident aux fins fiscales s'il séjourne aux États-Unis pendant plus de cinq années civiles. Toutefois, le paragraphe 2 du premier protocole à la convention fiscale entre les États-Unis et la Chine (en date du 30 avril 1984) permet que les dispositions de l'article 20 continuent de s'appliquer même après que l'étudiant chinois soit devenu un étranger résident des États-Unis. Un étudiant chinois admissible à cette exception (en vertu du paragraphe 2 du premier Protocole) et qui se fonde sur celle-ci pour demander une exemption d'impôt à l'égard de sa bourse d'études ou bourse de perfectionnement joindrait au formulaire W-9 une déclaration comportant les renseignements susmentionnés à l'appui de cette exemption.

Si vous êtes un étranger non résident ou une entité étrangère, remettez au demandeur le formulaire W-8 approprié ou le formulaire 8233 dûment rempli.

Retenue de garantie

Qu'est-ce qu'une retenue de garantie? Les personnes vous versant certains paiements doivent, si certaines conditions sont remplies, en retenir 24 % et le verser à l'IRS. C'est ce qu'on appelle une « retenue de garantie ». Les paiements pouvant être assujettis à une retenue de garantie comprennent les intérêts, les intérêts exemptés d'impôt, les dividendes, les opérations avec un courtier et les échanges, les loyers, les redevances, la rémunération d'un non-salarié, les paiements versés en règlement d'opérations par carte de paiement ou d'opérations effectuées par la voie du réseau d'un tiers et certains paiements provenant d'exploitants de bateaux de pêche. Les transactions immobilières ne sont pas assujetties à une retenue de garantie.

Vous ne serez pas assujetti à une retenue de garantie à l'égard des paiements que vous recevez si vous donnez au demandeur votre NIF exact, si vous faites les attestations nécessaires et que vous déclarez la totalité de vos intérêts et dividendes imposables dans votre déclaration de revenus.

Les paiements que vous recevez seront assujettis à une retenue de garantie si :

1. Vous ne fournissez pas votre NIF au demandeur;
2. Vous n'attestez pas votre NIF s'il y a lieu (voir les instructions de la partie II pour plus de détails);
3. L'IRS informe le demandeur que vous avez fourni un NIF inexact;
4. L'IRS vous avise que vous êtes assujetti à une retenue de garantie parce que vous n'avez pas déclaré la totalité de vos intérêts et dividendes dans votre déclaration de revenus (dans le cas des intérêts et dividendes déclarables seulement) ou;
5. Vous ne donnez pas au demandeur l'attestation que vous n'êtes pas assujetti à une retenue de garantie en signant le formulaire dûment rempli comme énoncé au point 4 ci-dessus (dans le cas des comptes générant des intérêts et dividendes déclarables ouverts après 1983 seulement).

Certains bénéficiaires et certains paiements sont exemptés de retenue de garantie. Voir la rubrique *Code de bénéficiaire exempté*, ci-après, ainsi que les instructions à l'intention du demandeur d'un formulaire W-9 publiées séparément pour en savoir davantage.

Voir également la rubrique *Établissement du statut aux États-Unis aux fins de la retenue d'impôt prévue aux chapitres 3 et 4*, mentionnée précédemment.

Qu'entend-on par « obligations de déclaration en vertu de la loi FATCA » ?

La *Foreign Account Tax Compliance Act* (FATCA) exige qu'une institution financière étrangère participante déclare tous les titulaires de compte américains désignés comme étant des personnes des États-Unis. Certains bénéficiaires sont exemptés des obligations de déclaration en vertu de la loi FATCA. Voir la rubrique *Code d'exemption des obligations de déclaration en vertu de la loi FATCA* ci-après et les instructions à l'intention du demandeur d'un formulaire W-9 pour en savoir davantage.

Mise à jour de vos renseignements

Vous devez transmettre des renseignements à jour à toute personne à qui vous avez déjà affirmé être un bénéficiaire exempté si vous cessez d'être un bénéficiaire exempté et que vous prévoyez recevoir de cette personne des paiements déclarables à l'avenir. Par exemple, vous pourriez devoir transmettre des renseignements à jour si vous êtes une société de type C qui fait le choix d'être une société de type S ou si vous n'êtes plus exempté d'impôt. De plus, vous devez fournir un nouveau formulaire W-9 si le nom ou le NIF associé au compte change; par exemple dans le cas du décès du constituant d'une fiducie au profit du constituant.

Sanctions

Omission de fournir un NIF. Si vous omettez de fournir votre NIF exact à un demandeur, vous êtes passible d'une pénalité de 50\$ pour chacune de ces omissions, à moins que l'omission ne soit attribuable à une cause raisonnable et ne découle pas d'une négligence volontaire.

Sanction civile pour fausse déclaration relative à une retenue. Si vous faites une fausse déclaration sans fondement raisonnable en raison de laquelle aucune retenue de garantie n'est prélevée, vous êtes passible d'une pénalité de 500\$.

Sanction criminelle pour falsification de renseignements. La falsification intentionnelle d'attestations ou d'affirmations peut entraîner des sanctions criminelles, dont des amendes, une peine d'emprisonnement, ou les deux.

Utilisation abusive de NIF. S'il dévoile ou utilise des NIF en contravention des lois fédérales, le demandeur est passible de sanctions civiles et criminelles.

Instructions particulières

Ligne 1

Vous devez inscrire l'un des éléments suivants sur cette ligne. **Ne laissez pas** cette ligne en blanc. Le nom doit correspondre à celui figurant dans votre déclaration de revenus.

Si le présent formulaire W-9 concerne un compte conjoint (autre qu'un compte détenu par une institution financière étrangère (IFE)), inscrivez, puis encerclez le nom de la personne ou de l'entité dont le numéro est indiqué à la partie I du formulaire W-9. Si vous remplissez un formulaire W-9 pour un compte IFE afin de documenter un compte conjoint, chaque détenteur du compte qui est une personne des États-Unis doit produire ce formulaire.

- **Personne physique.** De façon générale, inscrivez le nom figurant dans votre déclaration de revenus. Si vous avez changé votre nom de famille sans en informer la Social Security Administration (SSA), inscrivez votre prénom, le nom de famille qui est indiqué sur votre carte de sécurité sociale et votre nouveau nom de famille.

Note pour le demandeur de NIFI: Inscrivez votre propre nom tel qu'il figure à la ligne 1a de votre formulaire de demande W-7. Il devrait aussi s'agir du nom que vous avez inscrit dans le formulaire 1040 que vous avez produit avec votre demande.

- **Propriétaire unique.** Inscrivez à la ligne 1 votre propre nom tel qu'il figure dans votre formulaire 1040. Inscrivez le nom de votre entreprise ou de votre commerce ou votre raison sociale à la ligne 2.
- **Société de personnes, société de type C, société de type S ou SARL (autre qu'une entité assimilable à son propriétaire).** Inscrivez à la ligne 1, le nom de l'entité tel qu'il figure dans la déclaration de revenus de l'entité à la ligne 2, et inscrivez tout nom d'entreprise ou de commerce ou toute raison sociale.
- **Autres entités.** Inscrivez à la ligne 1 votre nom tel qu'il figure dans les documents fiscaux fédéraux américains. Ce nom devrait correspondre à celui qui figure dans la charte ou tout autre document juridique constitutif de l'entité. Inscrivez tout nom d'entreprise ou de commerce ou toute raison sociale à la ligne 2.
- **Entité assimilable à son propriétaire.** En général, une entité qui n'a qu'un seul propriétaire, dont une SARL, et qui n'est pas une société est traitée comme une « entité assimilable à son propriétaire » (*disregarded entity*). Voir le sous-alinéa 301.7701 2(c) (2)(iii) des Règlements. Pour une telle entité, il faudrait plutôt cocher la case correspondant à la classification fiscale de son propriétaire. Inscrivez le nom du propriétaire à la ligne 1. L'entité dont le nom est inscrit à la ligne 1 ne doit jamais être une entité assimilable à son propriétaire. Le nom inscrit à la ligne 1 devrait être le nom inscrit dans la déclaration de revenus dans laquelle le revenu doit être déclaré. Par exemple, si une SARL étrangère qui est considérée comme une entité assimilable à son propriétaire aux fins fiscales fédérales américaines a un propriétaire unique qui est une personne des États-Unis, le nom de cette personne des États-Unis doit être inscrit à la ligne 1. Si le propriétaire direct de l'entité est également une entité assimilable à son propriétaire, inscrivez le nom du premier propriétaire qui n'est pas une entité assimilable à son propriétaire aux fins fiscales fédérales. Inscrivez le nom de l'entité assimilable à son propriétaire à la ligne 2. Si le propriétaire de l'entité assimilable à son propriétaire est une personne étrangère, celui-ci doit remplir le formulaire W-8 approprié au lieu du formulaire W-9, et ce, même si la personne étrangère a un NIF américain.

Ligne 2

Si vous avez un nom d'entreprise ou de commerce, une raison sociale ou un nom d'entité assimilable à son propriétaire, inscrivez-le à la ligne 2.

Ligne 3a

Cochez à la ligne 3a la catégorie appropriée aux fins fiscales fédérales américaines pour la personne dont le nom est inscrit à la ligne 1. Ne cochez qu'une seule case à la ligne 3a.

| Si l'entité ou la personne qui figure à la ligne 1 est ... | Cochez ENSUITE la case suivante ... |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Une société | Société. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Une personne physique ou • Un propriétaire unique | Personne physique / propriétaire unique. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Une SARL considérée comme une société de personnes aux fins fiscales fédérales américaines • Une SARL qui a produit un formulaire 8832 ou 2553 pour être imposée à titre de société | Case « SARL », puis la case correspondant à la catégorie aux fins fiscales appropriée P = société de personnes, C = société C ou S = société S. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Une société de personnes | Société de personnes. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Une fiducie ou une succession | Fiducie / succession. |

Ligne 3b

Cochez cette case si vous êtes une société de personnes (y compris une SARL considérée comme une société de personnes aux fins fiscales fédérales américaines), une fiducie ou une succession ayant des associés, propriétaires ou bénéficiaires étrangers, et que vous fournissez ce formulaire à une société de personnes, à une fiducie ou à une succession dans laquelle vous avez une participation. Vous devez cocher la case à la ligne 3b si vous recevez un formulaire W-8 (ou une preuve documentaire) de tout associé, propriétaire, bénéficiaire créant un statut étranger ou si vous recevez un formulaire W-9 de tout associé, propriétaire ou bénéficiaire ayant coché la case à la ligne 3b.

Note: Une société de personnes qui fournit un formulaire W-9 et coche la case de la ligne 3b peut devoir remplir les annexes K-2 et K-3 (formulaire 1065). Voir les instructions pour sociétés de personnes pour les annexes K-2 et K-3 (formulaire 1065).

Si vous devez remplir la ligne 3b, mais que vous ne le faites pas, vous pourriez ne pas recevoir les renseignements nécessaires pour produire une déclaration de renseignements conforme à l'intention de l'IRS ou fournir un relevé de bénéficiaire conforme à vos associés ou bénéficiaires. Voir, par exemple, les articles 6698, 6722 et 6724 pour connaître les sanctions qui pourraient s'appliquer.

Ligne 4, exemptions

Si vous êtes exempté de retenue de garantie et/ou des obligations de déclaration en vertu de la loi FATCA, inscrivez à l'endroit approprié à la ligne 4 tout code qui pourrait vous être applicable.

Code de bénéficiaire exempté

- En règle générale, les personnes physiques (y compris les propriétaires uniques) ne sont pas exemptées de retenue de garantie.
- Sauf dans les cas précisés ci-après, les sociétés sont exemptées de retenue de garantie à l'égard de certains paiements, comme les intérêts et les dividendes.
- Les sociétés ne sont pas exemptées de retenue de garantie à l'égard des paiements versés en règlement d'opérations par carte de paiement ou d'opérations effectuées par la voie du réseau d'un tiers.
- Les sociétés ne sont pas exemptées de retenue de garantie à l'égard des honoraires d'avocats ou du produit brut versé à un avocat, et les sociétés qui fournissent des services de soins médicaux ou de soins de santé ne sont pas exemptées à l'égard des paiements déclarables dans le formulaire 1099-MISC.

Les codes suivants servent à identifier les bénéficiaires qui sont exemptés de retenue de garantie. Inscrivez le code approprié à l'endroit prévu à la ligne 4.

1. Une organisation exonérée d'impôt en vertu du paragraphe 501(a), un IRA ou un compte de dépositaire en vertu de l'alinéa 403(b)(7) s'il satisfait aux exigences de l'alinéa 401(f)(2).
2. Les États-Unis ou l'une ou l'autre de ses agences ou personnes morales de droit public appartenant à ce pays.
3. Un État des États-Unis, le district de Columbia, un commonwealth ou une possession des États-Unis ou l'une ou l'autre de leurs subdivisions politiques ou personnes morales de droit public.
4. Un gouvernement étranger ou l'une ou l'autre de ses subdivisions politiques, de ses agences ou personnes morales de droit public.
5. Une société.
6. Un courtier en valeurs mobilières ou marchandises tenu de s'enregistrer comme tel aux États-Unis, dans le district de Columbia ou dans un commonwealth ou une possession des États-Unis.
7. Un négociant-commissionnaire en contrats à terme enregistré auprès de la Commodity Futures Trading Commission.
8. Une fiducie de placement immobilier.
9. Une entité enregistrée en tout temps au cours de l'année d'imposition en application de l'*Investment Company Act of 1940*.

10. Un fonds en fiducie collectif (*common trust fund*) exploité par une banque en vertu du paragraphe 584(a).
11. Une institution financière au sens de l'article 581.
12. Un intermédiaire connu dans le milieu de l'investissement comme un prête-nom ou un dépositaire.
13. Une fiducie exonérée d'impôt en vertu de l'article 664 ou visée à l'article 4947.

Le tableau suivant montre les types de paiements pouvant être exemptés de retenue de garantie. Il s'applique aux bénéficiaires exemptés énumérés aux points 1 à 13 ci-dessus.

| Si le paiement vise... | ALORS le paiement est exempté pour... |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Des paiements d'intérêts ou de dividendes | tous les bénéficiaires exemptés, sauf ceux du point 7. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Des opérations avec un courtier | <p>les bénéficiaires exemptés des points 1 à 4 et des points 6 à 11 ainsi que toutes les sociétés de type C.</p> <p>Les sociétés de type S ne doivent pas inscrire de code de bénéficiaire exempté, car elles ne sont exemptées qu'à l'égard des ventes de titres non visés acquis avant 2012.</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> • Des échanges ou des ristournes | les bénéficiaires exemptés des points 1 à 4. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Des paiements de plus de 600\$ devant être déclarés ou des ventes directes de plus de 5 000\$¹ | de manière générale, les bénéficiaires exemptés des points 1 à 5 ² . |
| <ul style="list-style-type: none"> • Des paiements versés en règlement | les bénéficiaires exemptés des points 1 à 4. |

¹ Voir le formulaire 1099-MISC intitulé *Miscellaneous Income* (revenus divers) et les instructions s'y rapportant.

² Les paiements suivants versés à une société et déclarables dans le formulaire 1099-MISC ne sont cependant pas exemptés de retenue de garantie : paiements pour soins médicaux ou soins de santé, honoraires d'avocats, produit brut versé à un avocat déclarable en vertu du paragraphe 6045(f) et paiements pour services payés par une agence exécutive fédérale.

Code d'exemption des obligations de déclaration en vertu de la loi FATCA. Les codes suivants servent à identifier les bénéficiaires qui sont exemptés des obligations de déclaration en vertu de la loi FATCA. Ces codes s'appliquent aux personnes qui transmettent le présent formulaire relativement à des comptes tenus à l'extérieur des États-Unis par certaines institutions financières étrangères. Par conséquent, si vous transmettez le présent formulaire seulement en ce qui a trait à un compte que vous détenez aux États-Unis, vous pouvez laisser ce champ vide. Consultez la personne qui demande le présent formulaire si vous ne savez pas avec certitude si l'institution financière est visée par ces obligations. Un demandeur peut indiquer qu'aucun code n'est requis en vous transmettant un formulaire W-9 où la mention « Not Applicable » (sans objet) (ou une autre mention semblable) est inscrite à la ligne destinée au code d'exemption des obligations de déclaration en vertu de la loi FATCA.

- A. Une organisation exonérée d'impôt en vertu du paragraphe 501(a) ou un IRA (*individual retirement plan*) au sens de l'alinéa 7701(a)(37).
- B. Les États-Unis ou l'une ou l'autre de ses agences ou personnes morales de droit public appartenant à ce pays.
- C. Un État des États-Unis, le district de Columbia, un commonwealth ou une possession des États-Unis ou l'une ou l'autre de leurs subdivisions politiques ou personnes morales de droit public.
- D. Une société dont les actions font l'objet de transactions régulières sur un ou plusieurs marchés boursiers réglementés visée au sous-alinéa 1.1472-1(c)(1)(i) des Règlements.

- E. Une société appartenant au même groupe affilié élargi (*expanded affiliated group*) qu'une société visée au sous-alinéa 1.1472-1(c)(1)(i) des Règlements.
- F. Un courtier en valeurs mobilières, marchandises ou instruments dérivés (y compris les contrats à principal notionnel, les contrats à terme (de gré à gré ou normalisés) et les options) qui est enregistré comme tel en vertu de la législation des États-Unis ou d'un de leurs États.
- G. Une fiducie de placement immobilier.
- H. Une société d'investissement réglementée (*regulated investment company*) au sens de l'article 851 ou une entité enregistrée en tout temps au cours de l'année d'imposition en application de l'*Investment Company Act of 1940*.
- I. Un fonds en fiducie collectif (*common trust fund*) au sens du paragraphe 584(a).
- J. Une banque au sens de l'article 581.
- K. Un courtier.
- L. Une fiducie exonérée d'impôt en vertu de l'article 664 ou visée à l'alinéa 4947(a)(1).
- M. Une fiducie exonérée d'impôt en vertu d'un régime visé aux paragraphes 403(b) ou 457(g).

Note : Vous pourriez vouloir consulter l'institution financière qui demande le présent formulaire pour déterminer si un code aux fins de la loi FATCA et/ou un code de bénéficiaire exempté doit être inscrit.

Ligne 5

Inscrivez votre adresse (numéro, rue, app. ou bur.). Le demandeur du présent formulaire W-9 y enverra par la poste les déclarations de renseignements vous concernant. Si cette adresse est différente de celle qui figure déjà au dossier du demandeur, inscrivez « NOUVELLE » en haut de celle-ci. S'il s'agit d'une nouvelle adresse, il est possible que l'ancienne adresse soit utilisée jusqu'à ce que le payeur mette votre adresse à jour dans ses dossiers.

Ligne 6

Inscrivez votre ville, votre État et votre code ZIP.

Partie I. Numéro d'identification fiscale (NIF)

Inscrivez votre NIF dans la case appropriée. Si vous êtes un étranger résident, que vous n'avez pas de NSS et que vous n'êtes pas admissible à en obtenir un, votre NIF est le NIFI que vous a attribué l'IRS. Inscrivez-le dans la case destinée au numéro de sécurité sociale. Si vous n'avez pas de NIFI, voir la rubrique *Comment obtenir un NIF* ci-après.

Si vous êtes un propriétaire unique et que vous avez un NIE, vous pouvez utiliser votre NSS ou votre NIE.

Si vous êtes une SARL à membre unique qui n'est pas considérée comme une entité distincte de son propriétaire, inscrivez le NSS du propriétaire (ou son NIE s'il en a un). Si la SARL a le statut de société ou de société de personnes, inscrivez le NIE de l'entité.

Note : Consultez la section *Quels nom et numéro donner au demandeur?*, un peu plus loin, pour en savoir plus au sujet des combinaisons de nom et de NIF possibles.

Comment obtenir un NIF. Si vous n'avez pas de NIF, demandez-en un immédiatement. Pour demander un NSS, procurez-vous le formulaire SS-5 intitulé *Application for a Social Security Card* (demande de carte de sécurité sociale) auprès de votre bureau local de la Social Security Administration ou en ligne à l'adresse www.ssa.gov. Vous pouvez aussi vous procurer le formulaire en téléphonant au 1 800 772-1213. Utilisez le formulaire W-7 intitulé *Application for IRS Individual Taxpayer Identification Number* (demande de numéro d'identification fiscale individuel de l'IRS) pour demander un NIFI, ou le formulaire SS-4 intitulé *Application for Employer Identification Number* (demande de numéro d'identification d'employeur) pour demander un NIE. Vous pouvez demander un NIE en ligne sur le site Web de l'IRS à l'adresse www.irs.gov/ein. Visitez le www.irs.gov/Forms pour voir, télécharger ou imprimer le formulaire W-7 ou le formulaire SS-4. Vous pouvez également vous rendre au www.irs.gov/OrderForms pour commander ces formulaires, qui vous seront expédiés par la poste en 15 jours ouvrables ou moins.

Si on vous demande de remplir le formulaire W-9 et que vous n'avez pas de NIF, faites-en la demande et inscrivez « Applied For » à l'endroit prévu pour le NIF, signez et datez le formulaire et remettez-le au demandeur. Dans le cas de paiements d'intérêts et de dividendes et de certains paiements versés à l'égard d'instruments facilement négociables, vous aurez généralement 60 jours pour obtenir un NIF et le transmettre au demandeur avant d'être assujéti à une retenue de garantie sur les paiements. La règle des 60 jours ne s'applique pas aux autres types de paiements. Vous serez assujéti à une retenue de garantie à l'égard de tous ces autres paiements jusqu'à ce que vous transmettiez votre NIF au demandeur.

Note : Le fait d'inscrire « Applied For » signifie que vous avez déjà demandé un NIF ou que vous avez l'intention d'en demander un sous peu. Voir également la rubrique *Établissement du statut aux États-Unis aux fins de la retenue d'impôt prévue aux chapitres 3 et 4*, mentionnée précédemment, pour savoir quand vous pourriez plutôt être assujéti aux retenues en vertu du chapitre 3 ou 4 du Code.

Attention : Une entité américaine assimilable à son propriétaire qui a un propriétaire étranger doit utiliser le formulaire W-8 approprié.

Partie II. Attestation

Pour établir auprès du mandataire effectuant la retenue que vous êtes une personne des États-Unis ou un étranger résident, signez le formulaire W-9. Il se peut que l'on vous demande de signer le formulaire, même en cas d'indication contraire aux points 1, 4 ou 5 ci-après.

Dans le cas d'un compte conjoint, seule la personne dont le NIF est inscrit à la partie I devrait signer (s'il y a lieu). Dans le cas d'une entité assimilable à son propriétaire, la personne dont le nom figure à la ligne 1 doit signer. Pour les bénéficiaires exemptés, voir la précédente rubrique *Code de bénéficiaire exempté*.

Exigences relatives à la signature. Remplissez l'attestation de la manière indiquée aux points 1 à 5 ci-après.

- Comptes générant des intérêts ou des dividendes et comptes d'échanges ouverts avant 1984 et comptes de courtage considérés comme actifs en 1983.** Vous devez fournir votre NIF exact, mais vous n'avez pas à signer l'attestation.
- Comptes générant des intérêts ou des dividendes, comptes de courtage et comptes d'échanges ouverts après 1983 et comptes de courtage considérés comme inactifs en 1983.** Vous devez signer l'attestation, sans quoi la retenue de garantie s'appliquera. Si vous êtes assujéti à une retenue de garantie et que vous transmettez simplement votre NIF exact au demandeur, vous devez biffer le point 2 de l'attestation avant de signer le formulaire.
- Transactions immobilières.** Vous devez signer l'attestation. Vous pouvez biffer le point 2 de l'attestation.
- Autres paiements.** Vous devez fournir votre NIF exact, mais vous n'avez pas à signer l'attestation, à moins d'avoir été avisé que vous avez précédemment fourni un NIF inexact. Les « autres paiements » comprennent les paiements effectués dans le cours des activités industrielles ou commerciales du demandeur au titre des loyers, des redevances, des biens (à l'exception des factures pour marchandises), des services de soins médicaux ou de soins de santé (y compris les paiements versés à des sociétés), des paiements versés à un non-salarié pour ses services, des paiements versés en règlement d'opérations par carte de paiement ou d'opérations effectuées par la voie du réseau d'un tiers, des paiements versés à certains membres d'équipage des bateaux de pêche et pêcheurs et du produit brut versé à un avocat (y compris les paiements versés à des sociétés).
- Intérêts hypothécaires que vous avez payés, acquisition ou abandon de biens garantis, annulation d'une dette, paiements dans le cadre d'un programme de crédit pour droits de scolarité admissible (en vertu de l'article 529), comptes ABLE (en vertu de l'article 529A), cotisations ou distributions relatives à un IRA, un Coverdell ESA, un Archer MSA ou HSA et distributions d'un régime de pension.** Vous devez fournir votre NIF exact, mais vous n'avez pas à signer l'attestation.

Quels nom et numéro donner au demandeur ?

| Pour ce type de compte : | Donnez le nom et le NSS de la personne suivante : |
|---|--|
| 1. Compte de particulier | La personne physique. |
| 2. Compte détenu par au moins deux personnes physiques (compte conjoint) autre qu'un compte détenu par une IFE | Le propriétaire véritable du compte ou, si les fonds sont regroupés, la première personne physique figurant au compte ¹ . |
| 3. Deux personnes américaines ou plus (compte conjoint détenu par une IFE) | Chaque titulaire du compte. |
| 4. Compte de dépositaire pour un mineur (<i>Uniform Gift to Minors Act</i>) | Le mineur ² . |
| 5. a) Fiducie d'épargne révocable usuelle (le constituant est aussi fiduciaire) b) Prétendu compte de fiducie qui n'est pas une fiducie légale ou valide en vertu des lois étatiques | Le constituant-fiduciaire ¹ . Le propriétaire véritable ¹ . |
| 6. Entreprise à propriétaire unique ou entité assimilable à son propriétaire appartenant à une personne physique. | Le propriétaire ³ . |
| 7. Fiducie au profit du constituant utilisant la première méthode facultative de production (voir la division 1.671-4(b)(2)(i)(A) des Règlements) | Le constituant*. |
| 8. Entité assimilable à son propriétaire n'appartenant pas à une personne physique | Le propriétaire. |
| 9. Fiducie valide, succession ou fiducie de pension | L'entité juridique ⁴ . |
| 10. Société ou SARL choisissant d'être considérée comme une société dans le formulaire 8832 ou le formulaire 2553 | La société. |
| 11. Association, club, organisation religieuse, œuvre de bienfaisance, organisation à caractère éducatif ou autre organisation exonérée d'impôt | L'organisation. |
| 12. Société de personnes ou SARL comptant plusieurs membres | La société de personnes. |
| 13. Courtier ou prête-nom enregistré | Le courtier ou prête-nom. |
| 14. Compte auprès du département de l'Agriculture au nom d'une entité publique (comme un gouvernement étatique ou local, un district scolaire ou une prison) qui reçoit des paiements dans le cadre d'un programme agricole | L'entité publique. |
| 15. Fiducie au profit du constituant utilisant la méthode de production du formulaire 1041 ou la deuxième méthode facultative de production, du formulaire 1099 (voir la division 1.671-4(b)(2)(i)(B) des Règlements)** | La fiducie. |

¹ Inscrivez puis encercliez le nom de la personne dont le numéro est fourni. Si une seule des personnes au nom desquelles un compte conjoint est établi a un NSS, le numéro de cette personne doit être fourni.

² Encercler le nom du mineur et fournissez son NSS.

³ Vous devez indiquer votre propre nom et vous pouvez aussi inscrire le nom de votre entreprise ou votre raison sociale sur la ligne 2. Vous pouvez également utiliser votre NSS ou votre NIE (si vous en avez un), mais l'IRS vous incite à utiliser votre NSS.

⁴ Inscrivez d'abord et encercler le nom de la fiducie, succession ou fiducie de pension. (Ne fournissez pas le NIF du représentant successoral ou du fiduciaire, à moins que l'entité juridique ne soit pas désignée comme telle dans le nom du compte.)

* **Note** : Le constituant doit également fournir un formulaire W-9 au fiduciaire de la fiducie.

** Pour plus d'information sur les méthodes facultatives de production des fiducies cédantes, voir les instructions du formulaire 1040.

Note : Si aucun nom n'est encerclé alors que plusieurs noms sont inscrits, le numéro sera réputé être celui de la première personne mentionnée.

Protégez vos documents fiscaux contre l'usurpation d'identité

Il y a usurpation d'identité quand quelqu'un utilise, sans votre autorisation, vos renseignements personnels, comme votre nom, votre NSS ou d'autres renseignements permettant de vous identifier, afin de commettre une fraude ou d'autres crimes. Celui qui usurpe votre identité peut utiliser votre NSS pour obtenir un emploi ou pour produire une déclaration de revenus en vue d'obtenir un remboursement.

Pour réduire le risque :

- Protégez votre NSS;
- Assurez-vous que votre employeur protège votre NSS et;
- Soyez vigilant lors du choix d'un préparateur de déclarations de revenus.

Si vos documents fiscaux font l'objet d'une usurpation d'identité et que vous recevez un avis de l'IRS, répondez immédiatement à la personne dont le nom et le numéro de téléphone figurent dans l'avis ou la lettre de l'IRS.

Si vos documents fiscaux n'ont pas encore fait l'objet d'une usurpation d'identité, mais que vous croyez être exposé à des risques en raison de la perte ou du vol de votre sac à main ou de votre portefeuille, de transactions suspectes sur votre relevé de carte de crédit ou d'un rapport de solvabilité douteux, communiquez avec la ligne d'assistance en matière d'usurpation d'identité de l'IRS au 1 800 908-4490 ou transmettez le formulaire 14039.

Pour des renseignements additionnels, consultez la publication 5027, Information sur le vol d'identité pour les contribuables (*Identity Theft Information for Taxpayers*).

Les victimes d'une usurpation d'identité qui subissent un préjudice économique, qui éprouvent des problèmes avec le système ou qui cherchent de l'aide pour résoudre des problèmes fiscaux qui n'ont pas été réglés par la voie normale pourraient avoir droit à l'assistance du service de représentation des contribuables (Taxpayer Advocate Service, ou TAS). Vous pouvez joindre le TAS grâce à la ligne de signalement sans frais au 1 877 777-4778 ou au service ATS/ATM au 1 800 829-4059.

Protégez-vous contre les courriels suspects et les tentatives d'hameçonnage.

L'hameçonnage consiste à imiter des courriels et des sites Web commerciaux légitimes. Le stratagème le plus courant consiste à transmettre un courriel à un utilisateur en se faisant faussement passer pour une entreprise légitime dans le but de lui soutirer des renseignements personnels qui serviront à usurper son identité.

L'IRS ne prend pas contact avec les contribuables par courriel. Il ne demande pas non plus de renseignements personnels détaillés par courriel et ne demande pas aux contribuables leurs numéros d'identification personnels, leurs mots de passe ou d'autres renseignements secrets comparables permettant d'accéder à leur compte de carte de crédit, compte bancaire ou autre compte financier.

Si vous recevez un courriel non sollicité supposément envoyé par l'IRS, transmettez-le à l'adresse phishing@irs.gov. Vous pouvez aussi signaler une utilisation trompeuse du nom de l'IRS, de son logo ou d'un autre bien lui appartenant à l'inspecteur général du Trésor pour l'administration fiscale (Treasury Inspector General for Tax Administration, ou TIGTA) au 1 800 366-4484. Vous pouvez faire suivre des courriels suspects à la Commission fédérale du commerce à spam@uce.gov ou les signaler à www.ftc.gov/complaint. Vous pouvez communiquer avec la FTC au www.ftc.gov/idtheft ou au 877 IDTHEFT (877 438-4338). Si vous avez été victime d'une usurpation d'identité, visitez le www.IdentityTheft.gov et consultez la publication 5027.

Visitez le site www.irs.gov/IdentityTheft pour en savoir davantage sur l'usurpation d'identité et sur les moyens de réduire les risques.

Avis en vertu de la Privacy Act

Selon l'article 6109 de l'Internal Revenue Code, vous devez fournir votre NIF exact aux personnes (y compris les agences fédérales) qui sont tenues de produire des déclarations de renseignements auprès de l'IRS afin de déclarer des intérêts, des dividendes ou certains autres revenus vous étant versés, les intérêts hypothécaires que vous avez payés, l'acquisition ou l'abandon de biens garantis, l'annulation d'une dette ou les cotisations que vous avez versées à un IRA, Archer MSA ou HSA. La personne qui reçoit le présent formulaire utilise les informations y figurant pour déclarer les renseignements susmentionnés à l'IRS. Les utilisations courantes de ces informations comprennent la transmission au département de la Justice en vue de poursuites civiles ou criminelles, ainsi qu'aux villes, aux États, au district de Columbia et aux commonwealths ou aux possessions des États-Unis à des fins d'application de leurs lois respectives. Les renseignements peuvent également être transmis à d'autres pays en vertu d'une convention, aux agences fédérales et étatiques pour l'application des lois civiles et criminelles ou aux agences fédérales chargées de l'application de la loi ou aux agences de renseignements en vue de combattre le terrorisme. Vous devez fournir votre NIF, peu importe que vous soyez ou non tenu de produire une déclaration de revenus. En vertu de l'article 3406, les payeurs doivent généralement retenir un pourcentage des intérêts imposables, des dividendes et de certains autres paiements versés à un bénéficiaire qui ne leur fournit pas son NIF. Certaines sanctions peuvent également s'appliquer en cas de transmission de renseignements faux ou frauduleux.